

# La Lettre

de la Fondation de la Résistance

Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993.  
Sous le Haut Patronage du Président de la République  
n° 109 – juin 2022 – 5,50 €



Dossier biographique

## Jacques Lecompte-Boinet

Un chef de la Résistance de zone Nord

# Histoire d'objets de la Résistance

Cette rubrique de *La Lettre* présente, chaque trimestre, l'histoire d'un objet emblématique de la Résistance. Elle montre comment ces objets ont marqué durablement l'histoire et la mémoire de la Résistance. Les lecteurs peuvent retrouver d'autres objets commentés de la sorte grâce au musée de la Résistance en ligne [www.museedelaresistanceenligne.org](http://www.museedelaresistanceenligne.org)

## Les moyens d'impression professionnels utilisés par la Résistance

En 1943, les principaux journaux clandestins de la Résistance française ne cessent d'accroître leur audience et donc leur tirage. Face à cette situation, les mouvements n'ont pas d'autres choix que d'avoir recours à des techniques professionnelles pour les imprimer.

### Le recours aux imprimeurs

Dès l'automne 1940, les premières feuilles clandestines apparaissent partout en France. La plupart d'entre elles ont une durée de parution qui n'excède pas l'été 1942 du fait de l'insuffisance de moyens et de la répression allemande. À l'inverse, en zone Nord, des mouvements de Résistance se structurent autour de la diffusion d'un journal comme *Libération* (zone Nord), publié à partir de décembre 1940 et *Défense de la France* à partir d'août 1941. En zone Sud, il faut attendre le second semestre 1941 pour que les trois principaux mouvements de Résistance éditent à Lyon leurs propres journaux clandestins : *Libération* (zone Sud), *Combat* et *Franc-Tireur*.

Au début, les méthodes de reproduction sont artisanales et lentes. Ne possédant que deux ronéos jusqu'à la fin de l'année 1942, le journal *Libération* (zone Nord) n'est diffusé qu'à 4 000 exemplaires. Le recours à des imprimeurs professionnels devient donc indispensable pour accroître les tirages. Beaucoup de ces imprimeurs paieront de leur vie cet engagement comme Eugène Pons à Lyon, Paul Hassler à Villefranche-sur-Saône, Henri Lion à Toulouse, ou Jacques Grou-Radenez à Paris.

### Les rares imprimeries clandestines

Quelques mouvements de Résistance comme *Défense de la France* et *Combat* possèdent leurs propres imprimeries.

Par soucis d'indépendance à l'égard des imprimeurs professionnels, Philippe Viannay, co-fondateur du mouvement *Défense de la France* (DF), a toujours souhaité disposer d'infrastructures autonomes pour l'impression du journal. Cette décision était autant motivée par des raisons de sécurité que par une volonté de parution régulière du journal. Ce qui ne pouvait être le cas si le mouvement faisait appel à des imprimeurs professionnels très surveillés par les autorités.

Le premier numéro du journal *Défense de la France*, daté du 15 août 1941, est tiré à 3 000 exemplaires grâce à une Rotaprint. Ce matériel de reproduction

assez compact ne nécessite pas de compétences techniques particulières si ce n'est de savoir taper à la machine à écrire pour réaliser les stencils en aluminium qui servent de matrices. Régulièrement déplacée dans Paris et sa proche banlieue pour éviter qu'elle ne soit repérée, cette machine est utilisée jusqu'en septembre 1942. Cependant, si cette machine permet un plus fort tirage que la ronéo<sup>(1)</sup>, elle ne se démarque guère quant à la qualité d'impression qui reste rudimentaire.

Début 1943, pour améliorer la qualité et la vitesse d'impression de son journal tout en augmentant son tirage de manière importante, *Défense de la France* s'équipe de machines professionnelles. Jacques Grou-Radenez, imprimeur installé rue de Sèvres à Paris, et Alain Radiguer, gérant de la fonderie Caslon et d'une entreprise qui commercialise des machines d'imprimerie, rue Sainte Cécile à Paris, apportent toute leur aide pour trouver le matériel d'imprimerie nécessaire pourtant très contrôlé. Ils fournissent au mouvement des clichés, des caractères typographiques mais surtout deux presses : une Crafftman et une Teisch tandis que par un autre canal DF se procure une presse Phénix. De plus, ils utilisent leurs relations professionnelles pour obtenir le papier et l'encre nécessaires au tirage du journal. Les presses sont disséminées dans des lieux sûrs et discrets dans Paris et sa banlieue. La presse Teisch est installée dans le local des expéditions des établissements Lardodière à Aubervilliers. En dehors des temps de tirage, cette presse de 6 tonnes est camouflée sous une énorme caisse d'expédition manœuvrée grâce à un système de poulies, sans que les Allemands qui contrôlent l'usine ne s'en aperçoivent.

### La formation de typographes clandestins

L'arrivée de ces presses d'imprimerie modernes oblige DF à de profondes transformations.

L'emploi de ces machines demande l'acquisition d'un savoir-faire très technique : la typographie. Cela consiste à composer la matrice en miroir (composition typographique) d'un texte à imprimer à l'aide de caractères mobiles en plomb. Certains membres de l'équipe du journal sont initiés à la typographie par Grou-Radenez et Alain Radiguer dont Charlotte Nadel qui monte de toutes pièces les ateliers de composition du journal lesquels sont séparés des lieux d'impression pour des questions de sécurité.



Cliché de plomb ayant servi à imprimer la une du numéro 44 de *Défense de la France* daté de mars 1944 (23 x 30 cm / 2,6 kg).

Pour optimiser ces trois presses, il faut pour chaque édition d'un numéro de DF disposer de plusieurs matrices. Or, les compositions typographiques sont longues et fastidieuses à réaliser. De plus, chacune d'elle pèse près de 10 kg ce qui pose des problèmes de transport du fait de la dissociation des lieux d'impression et les ateliers de composition. Le recours à la technique du clichage permet de résoudre tous ces problèmes logistiques. Ce procédé consiste à prendre une empreinte d'une composition typographique à l'aide d'un carton humide et épais. On obtient alors un flan qui après séchage, parce qu'il est traité chimiquement, peut recevoir du plomb en fusion qui formera un cliché sur lequel est tiré le journal. Les avantages sont multiples. On peut obtenir plusieurs clichés à partir d'une seule composition. Son usage facilite aussi les problèmes de transport puisqu'un cliché ne pèse pas plus de 3 kilos et se cache facilement dans une valise. Ainsi, à partir d'octobre 1943, Suzanne Guyotat livre des clichés de *Défense de la France* à André Bollier du mouvement *Combat* qui prend en charge son tirage en zone Sud<sup>(2)</sup>.

Ce véritable tour de force permet à *Défense de la France* de connaître des tirages en constante augmentation passant de 10 à 30 000 exemplaires par numéro en 1942 à environ 120 000 en 1943 pour atteindre 450 000 exemplaires le 15 janvier 1944, en incluant le tirage de la zone Sud. Un record pour la presse de la Résistance française. Rappelons pour mémoire qu'à la veille de la *Libération*, l'ensemble des publications clandestines atteint près de deux millions d'exemplaires, soit autant que la presse autorisée. ●

Frantz Malassis

(1) Cf « Le matériel d'impression artisanal de la Résistance » in *La Lettre*, n° 108, mars 2022.

(2) Cf. Olivier Wieviorka, *Une certaine idée de la Résistance. Défense de la France. 1940-1949*, Paris, Seuil, 1995, p 99 à 105 p.



## Sommaire

### DOSSIER BIOGRAPHIQUE

#### Jacques Lecompte-Boinet

- Itinéraire d'un chef de la Résistance de zone Nord ..... **p. I à V**  
Par Bruno Leroux
- L'écriture des mémoires de Jacques Lecompte-Boinet ..... **p. VI**  
Par Bruno Leroux
- Lecompte-Boinet dans les «groupes Robert» : la redécouverte d'une organisation pionnière en zone occupée ..... **p. VII**  
Par Bruno Leroux
- La libération de Paris vue par Jacques Lecompte-Boinet ..... **p. VIII**  
Par Bruno Leroux

#### Histoire d'objets de la Résistance.... p. 2

##### La vie de la Fondation de la Résistance

- Activités du département recherche et pédagogie..... p. 4
- Activités du département AERI ..... p. 5
- Activités du département documentation et publications ..... p. 6 et 8

##### À lire ..... p. 6

##### Les activités de l'association des Amis de la Fondation de la Résistance ..... p. 7

*Les articles publiés dans cette revue ne peuvent être reproduits sans l'autorisation préalable et écrite du directeur de la publication. Les auteurs sollicités par le comité de rédaction sont responsables du contenu de leurs articles.*

*Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation de la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droit de certaines photographies et œuvres graphiques. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.*

**Éditeur:** Fondation de la Résistance  
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République  
30, boulevard des Invalides - 75007 Paris  
Téléphone: 01 47 05 73 69  
Site internet: [www.fondationresistance.org](http://www.fondationresistance.org)  
Courriel: [contact@fondationresistance.org](mailto:contact@fondationresistance.org)  
Directeur de la publication: Gilles Pierre Levy,  
Président de la Fondation de la Résistance.  
Rédacteur en chef: Frantz Malassis.  
Comité de rédaction: Fabrice Bourrée, Fabrice Grenard, Frantz Malassis, Hélène Staes.  
Contributeurs: Nicolas Autephe, Maurice Bleicher, Bruno Leroux.  
Fichier des abonnés: Marie-Christine Vignon.  
Maquette et impression: humancom -  
2 bd du général de Gaulle - 92120 Montrouge.  
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an: 20 €. n° 109: 5,50 €  
Commission paritaire n° 1125A07588  
ISSN 1263-5707 (imprimé)  
ISSN 2679-1595 (en ligne)  
Dépôt légal: juin 2022

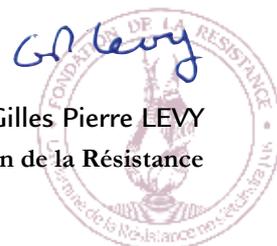
Le 27 mai dernier, la Fondation de la Résistance, entourée d'une délégation d'élus, d'anciens combattants, d'élèves et de musiciens venue de Charente, a célébré le 79<sup>e</sup> anniversaire de la réunion constitutive du Conseil national de la Résistance. Tous ensemble, nous avons participé à un moment de recueillement au monument Jean Moulin situé en bas des Champs-Élysées. Cette cérémonie, initiée par notre Fondation, précède le ravivage de la Flamme sous l'Arc de Triomphe que nous présidons traditionnellement depuis près de vingt ans avant que cette date ne soit choisie, en 2013, comme Journée nationale de la Résistance.

Le 27 mai 1943, est, à nos yeux, une date essentielle dans l'histoire de la Résistance française. Elle marque un tournant dans son unification. Rue du Four, en plein Paris occupé, par la détermination de Jean Moulin, délégué du général de Gaulle, se réunit pour la première fois ce « parlement clandestin » dont les décisions permettront de définir les grandes lignes de la Libération de la France mais surtout de ce que sera la société française une fois la paix revenue. Quelques mois plus tard, le 15 mars 1944, le Conseil national de la Résistance publie un programme qui jette les bases d'une société plus juste, plus solidaire, plus unie. Ce texte est alors adopté par toutes les sensibilités de la Résistance. Il sera la matrice des grandes réformes sociales de 1945 avec la création de la Sécurité sociale, de la retraite, de la nationalisation de grandes entreprises. Ce texte historique base d'un consensus national au sortir de la guerre demeure encore aujourd'hui une source d'inspiration pour beaucoup de nos contemporains.

Le 5 juin, la Fondation a coorganisé avec la commune de Sainte-Marie-du-Mont (Manche) une cérémonie autour du *Normandy French Resistance Monument*. Offert par des Américains, ce monument installé non loin de la plage du débarquement d'*Utah Beach* témoigne de la participation des résistants français à la préparation du débarquement de Normandie et de leur rôle dans la libération de la France. Après son inauguration en 2021, sollicité par Charles de Vallavieille, maire de Sainte-Marie-du-Mont, la Fondation a accepté d'accompagner cette commune dans des actions de valorisation de ce monument en signant une convention de partenariat.

Le thème du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD) pour l'année scolaire 2022-2023 a été arrêté. Il porte sur « L'École et la Résistance. Des jours sombres aux lendemains de la Libération (1940-1945) ». Soucieuse de participer à la promotion de ce concours que nous considérons comme la pierre angulaire de la transmission de l'histoire et de la mémoire de la Résistance, notre Fondation a été chargée de la coordination et de la publication de la brochure pédagogique sous la direction de Tristan Lecoq, inspecteur général (Histoire-Géographie) et président du collège national des correcteurs du CNRD. Ce dossier pédagogique rédigé avec le concours de nombreux partenaires (musées, centres d'archives, fondations, associations...) sera diffusé sous format papier dans tous les établissements scolaires mais également sous format numérique. Je ne doute pas que ce thème porteur mobilisera de nombreux candidats accompagnés par leurs enseignants. ●

*Enfin, je me salue avec chaleur et reconnaissance de votre directeur général, qui nous quitte aujourd'hui, et sans le remercier très vivement pour le rôle décisif qu'il a été le sien durant 19 ans dans notre Fondation.*



Gilles Pierre LEVY

Président de la Fondation de la Résistance

## Activités du département recherche et pédagogie

### Colloque « mourir au maquis, mourir pour le maquis » à l'Université de Clermont-Ferrand

Les 14 et 15 avril 2022 s'est tenu à Clermont-Ferrand un colloque intitulé « Mourir au maquis, mourir pour le maquis ». Organisé par l'Université Clermont Auvergne, en partenariat avec la Fondation de la Résistance, l'association pour un Maitron des fusillés et exécutés et le Centre d'Histoire Sociale des mondes contemporains (CNRS, Université Paris 1), ce colloque a permis de développer un certain nombre de cas régionaux tout en

visant également à une réflexion transversale et comparative, y compris à travers l'exemple des maquis italiens. Les participants ont pu s'appuyer pour leur communication sur l'exploitation de l'enquête nationale conduite pour la base de données en ligne Maitron des fusillés, exécutés, massacrés, morts en actions. Membre du comité scientifique du colloque, Fabrice Grenard, directeur historique de la Fondation, a proposé une communication

consacrée aux « villages martyrs ». Cécile Vast et Jean-Marie Guillon, membres du comité historique et pédagogique de la Fondation de la Résistance, sont également intervenus au cours de ce colloque. Le comité scientifique du colloque va désormais travailler à la publication des actes qui devrait avoir lieu aux presses universitaires de Clermont-Ferrand. ●

FG



Photo Sébastien Albertelli



Photo Céline Thiery

### Formations académiques 2021-2022

Les formations pour les enseignants devaient se tenir au début de l'année civile, mais la situation sanitaire a provoqué cette année encore leur report voire leur annulation (notamment la formation « Résistance, répression, écriture »). Certaines formations ont pu malgré tout avoir lieu avec le soutien des équipes chargées de la formation continue dans certains rectorats.

Les 31 mars et 1<sup>er</sup> avril 2022, la formation « Résistance et récit radiophonique » (photo 1) a été organisée dans un cadre inter-académique (Paris-Créteil) au musée de l'Ordre de la Libération avec Sébastien Albertelli, Jean-Baptiste Prévot, Hélène Staes, Frank Fonsa du Clémi-Dane Versailles et Roxane Ritter du musée. Quinze enseignants d'histoire-géographie, de lettres et de lettres-histoire ont découvert des parcours de compagnons de la Libération en s'appuyant sur les dossiers individuels, des objets et des témoignages. Après avoir travaillé en ateliers dans un cadre coopératif, ils ont enregistré leurs *podcasts* et ont pris connaissance des missions des différents partenaires et notamment de l'atelier radio proposé par le musée de l'Ordre de la Libération dans son programme pédagogique. À cette occasion, la Fondation a diffusé certaines de ces publications, ainsi que des hors-séries de la revue *Les chemins de la mémoire* conçue par le Bureau de l'action pédagogique et de l'information mémorielles du ministère des Armées.

Aux mêmes dates, la formation « Résistance-déportation et récit radiophonique » (photo 2) a été animée par Céline Thiery, coordonnatrice du Clémi-Normandie, Alain Alexandra du Service historique de la Défense (Caen) et Laurent Thiery, historien à La Coupole et directeur du *Livre des 9000 déportés de France à Mittelbau-Dora* (Le Cherche-Midi, 2021). Cette formation a pu avoir lieu grâce à la confiance de Michaël Couronnet, référent académique mémoire et citoyenneté de l'académie de Normandie. Vingt-deux enseignants ont travaillé sur des parcours d'hommes arrêtés dans l'Orne, la Manche ou le Calvados avant d'être déportés au camp de Dora.

Les archives sonores de ces formations sont à retrouver sur le Musée de la Résistance en ligne. ●

HS

### Préparation de la brochure du CNRD 2022-2023 sur le thème : « L'École et la Résistance »

Le 25 avril 2022, Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, a annoncé officiellement le thème du Concours national de Résistance et de la Déportation de la session 2022-2023 libellé comme suit : « **L'École et la Résistance. Des jours sombres aux lendemains de la Libération (1940-1945)** ». La Fondation de la Résistance a été chargée de la coordination et de la publication de la brochure pédagogique sous la direction de Tristan Lecoq, inspecteur général (Histoire-Géographie) et président du collège national des correcteurs du CNRD. La Fondation travaillera à la fois sur la version papier de la brochure qui sera diffusée dans tous les établissements scolaires ainsi que sur sa version développée sous une forme numérique. Deux réunions du comité de rédaction de la brochure rassemblant l'ensemble des partenaires se sont déroulées dans les locaux de la Fondation de la Résistance les 1<sup>er</sup> avril et 20 juin 2022. ●

FG

## JACQUES LECOMPTÉ-BOINET



▲ Défilé du 26 août 1944 sur les Champs-Élysées à Paris. Jacques Lecompte-Boinet est juste à droite du général de Gaulle au second rang.

### SOMMAIRE

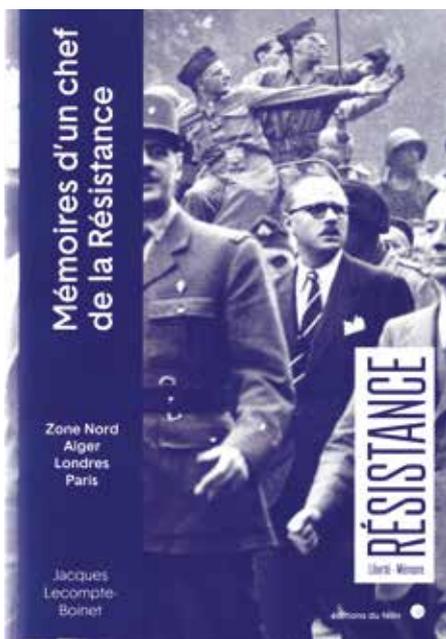
- Itinéraire d'un chef de la Résistance de zone Nord ..... p. I à V  
*Par Bruno Leroux*
- L'écriture des mémoires de Jacques Lecompte-Boinet ..... p. VI  
*Par Bruno Leroux*
- Lecompte-Boinet dans les «groupes Robert» : la redécouverte d'une organisation pionnière en zone occupée ..... p. VII  
*Par Bruno Leroux*
- La libération de Paris vue par Jacques Lecompte-Boinet ..... p. VIII  
*Par Bruno Leroux*

**Chef de Ceux de la Résistance (CDLR), l'un des cinq mouvements de zone Nord représentés au Conseil national de la Résistance (CNR), membre de l'Assemblée consultative provisoire d'Alger, secrétaire général provisoire des Travaux publics pendant l'insurrection parisienne, Jacques Lecompte-Boinet reste néanmoins mal connu.**

**L'édition critique de ses mémoires inédits conservés aux Archives nationales (1) permet de découvrir un chef de la Résistance modeste et plein d'humour. Son témoignage se révèle par ailleurs d'une richesse exceptionnelle grâce à sa précocité (1946), d'autant qu'il s'agit en partie de la transcription révisée de journaux intimes tenus à Alger, Londres puis Paris en 1943-44.**

## Itinéraire d'un chef de la Résistance de zone Nord

*Par Bruno Leroux*



Jacques-Lecompte-Boinet naît le 26 avril 1905 à Évreux (Eure), lieu de cantonnement du régiment de son père, officier de cavalerie et lui-même fils unique d'un officier de marine mort de la fièvre jaune au Sénégal. Sa mère, Yvonne Cordier est la fille d'un notable de la ville, inspecteur général des Ponts et Chaussées.

L'enfance de Jacques est marquée par la Grande Guerre. La famille a déménagé en 1912 à Lunéville, où était muté le régiment de son père. Ville frontalière des « provinces perdues », elle est occupée brièvement par les Allemands à l'automne 1914. Et surtout, passé dans l'arme aérienne, Georges Lecompte-Boinet meurt accidentellement lors d'un vol d'entraînement en avril 1916.

Jacques effectue ses études secondaires dans des lycées huppés, à Paris, où sa mère a hérité d'un immeuble (en indivis avec ses frères). Elle se remaria après la guerre, un second mariage qui ne durera pas. Son fils, une fois son baccalauréat obtenu, passe un an à s'ennuyer ferme dans une banque avant d'effectuer dix-huit mois de service militaire (dont cinq en Rhénanie). Il en revient simple caporal et, selon ses

propres dires, antimilitariste. Puis il suit les cours de l'École libre des Sciences politiques, dont il est diplômé en 1929. Mais il reste partagé entre son goût pour la littérature ou la philosophie et les métiers des élites politiques et administratives qui font la réputation de l'École.

Une rencontre va changer sa vie et précipiter son choix : celle de Françoise Mangin, fille d'un des plus illustres généraux de la Grande Guerre. Ils se marient en 1930 et Jacques renonce aux grands concours (Affaires étrangères, Inspection des finances) pour travailler immédiatement. Il entre aux Guides Bleus Hachette grâce à l'historienne d'art Émilie Tillion, amie des Mangin. En 1933, il réussit le concours de fonctionnaire financier de la Préfecture de la Seine.

*À la veille de la guerre : un fonctionnaire paisible, plongé dans des travaux intellectuels*

En 1939, le couple a quatre enfants : Anne-Pascale, Marie-Claude, Philippe et Dominique et est propriétaire d'une maison à Sèvres, grâce à une tante côté Mangin. Du fait de son travail peu contraignant, qu'il effectue chez lui quatre jours sur cinq, Jacques Lecompte-Boinet peut satisfaire en parallèle sa passion pour l'écriture. Il tient un journal intime, puis projette de faire un recueil de ses lettres en voyage – car il a fait un vrai tour d'Europe en 1935 et 1936 avec Émilie Tillion – et s'attelle enfin à un essai historico-philosophique *Dieu et César*, sans doute à la suite d'une crise religieuse l'éloignant de la foi catholique.

De toute cette activité parallèle n'est sorti qu'un article sur « la question ukrainienne », paru en février 1939 dans *Sciences politiques*, la revue de l'École libre. Il reflète son goût pour les affaires internationales, bien plus que pour la politique intérieure. Ne militant dans aucun parti, Lecompte-Boinet témoigne seulement que ses opinions ont évolué dans les années Trente. Il s'est « droitisé », par hostilité au Front populaire. Cette évolution s'explique sans doute par son voyage en URSS, d'où il est revenu solidement anticommuniste. Par ailleurs, il a abandonné son antimilitarisme, sans qu'on puisse savoir à quelle



Coll. familiale

▲ **Jacques Lecompte-Boinet.**

date précisément il a pris conscience de la menace extérieure hitlérienne.

À la veille de la guerre, il apparaît comme un homme de la droite modérée, libéral en économie (comme la plupart des anciens de Sciences Po), conservateur sur le plan social, mais attaché à la République, refusant le maurrassisme.

1940-1941 : de la passivité humiliante à l'engagement

Père de quatre enfants et affligé d'un strabisme, Jacques Lecompte-Boinet reste à l'arrière pendant la drôle de guerre. Cette inaction forcée se redouble de l'humiliation de l'exode, puisqu'il part rejoindre sa

femme et ses enfants réfugiés près de Toulouse dans sa belle-famille. Fin juillet 1940, ils sont de retour à Paris.

L'année qui suit montre qu'il ne suffit pas d'être à l'époque en contact avec certaines des premières initiatives clandestines pour y adhérer et entrer en résistance.

Son collègue Jean Rous, socialo-trotskyiste, l'entretient en septembre ou octobre du journal qu'il veut créer, *La révolution française*, pour promouvoir une révolution sociale en France. Or son groupe, le « Mouvement national Révolutionnaire », adopte une ligne neutraliste dans la guerre anglo-allemande, jugeant (comme le PC) qu'elle oppose deux impérialismes. Que Lecompte-Boinet, homme de droite et pro-Anglais, discute avec lui d'une « révolution » au moment où celle prônée par Pétain se met à peine en place, montre seulement à quel point le vote du 10 juillet 1940 est alors perçu comme un suicide consenti de la République parlementaire.

En novembre 1940, c'est avec le chef d'un réseau de renseignement anti-allemand en zone Nord, le colonel Heurtaux, que Lecompte-Boinet est mis en rapport par Roger Warin, venu de zone Sud et émissaire de son jeune beau-frère Stanislas Mangin. Ces trois nouveaux interlocuteurs ont en commun de soutenir activement la Révolution nationale – au caractère antirépublicain et antisémite maintenant bien affirmé – tout en voulant mener une action anti-allemande en zone occupée. Mais le Maréchal vient d'annoncer la collaboration d'État avec l'Allemagne à la suite de sa rencontre avec Hitler à Montoire... Lecompte-Boinet se montre méfiant devant la justification avancée par ses interlocuteurs (le « double jeu »), d'autant qu'Heurtaux semble plus soucieux de s'assurer de la fidélité à Vichy du personnel de la préfecture que de lui demander d'espionner l'occupant. Encore un contact sans suite.

En mai 1941, il apprend peut-être par son épouse (partie quelques jours en zone Sud) qu'après Diego Brosset, marié à une fille Mangin, deux autres de ses beaux-frères viennent de s'engager dans la France libre : Louis Mangin et le jeune Stanislas, qui a choisi de privilégier la lutte immédiate contre l'Allemagne. Mais leur adhésion aux FFL apparaît liée à leur compétence d'officiers de carrière, que Lecompte-Boinet ne possède pas.

Enfin, tout au long de la période, la fille d'Émilie Tillion, Germaine, tient au courant le couple Lecompte-Boinet de la filière d'évasion de prisonniers de guerre coloniaux vers la zone Sud qu'elle a créée dès l'été 1940. Or, si Françoise est sollicitée pour de « menus services », Jacques ne l'est pas, car ce genre de filière spécialisée recrute en fonction de ses besoins. En l'occurrence, Germaine a déjà ses entrées dans l'administration préfectorale.

Néanmoins, par cette amie, Lecompte-Boinet acquiert sans doute peu à peu la conviction, sinon d'un double jeu de Pétain, du moins de l'existence d'une fraction résistante au sein de Vichy. Car elle travaille avec un colonel en retraite, Paul Hauet, et transmet à l'occasion des renseignements aux services secrets de l'armistice en zone Sud.

Automne-hiver 1941 : volontaire de base dans un des « groupes Robert »

Ceci explique que Lecompte-Boinet s'engage en octobre 1941 dans une organisation qu'un ami, François Morin, lui présente comme rattachée à ces services secrets de l'armée de Vichy, et dont Germaine Tillion lui garantit le sérieux. Elle est effectivement dirigée par un capitaine d'active, Robert Guédon.



Association Germaine Tillion

◀ **Émilie et Germaine Tillion.**

Proche de l'historienne d'art Émilie Tillion dans les années Trente, Jacques Lecompte-Boinet bénéficie du rôle de « plaque tournante » joué par sa fille Germaine, ethnologue, dans la résistance pionnière à Paris. Elle le renseigne sur les « groupes Robert » au moment où il intègre l'un d'eux en octobre 1941, lui donne le contact en mai 1942 avec un réseau de l'*Intelligence Service*, puis avec plusieurs jeunes femmes ayant travaillé avec elle dans l'organisation dite « du Musée de l'Homme ». Deux d'entre elles, Marcelle Monmarché, employée chez Hachette et Jacqueline Bordelet, sténo-dactylo, vont assumer de multiples fonctions dans CDLR. En 1944, elles seront son agente de liaison et sa secrétaire personnelles, mais aussi à l'occasion ses conseillères, liées à lui par l'ancienneté de leur expérience résistante.

**Jacqueline Bordelet, ► photographiée en juillet 1941.**



©Service historique de la Défense, Vincennes/photothèque du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale

Pourquoi franchit-il alors le pas ? À plusieurs reprises, il répétera sa volonté d'être à la hauteur de ses aïeux morts pour la France, aux yeux de ses enfants. Il reconnaît aussi que sa passivité forcée pendant la campagne de France lui a fait encore plus ressentir la honte collective de l'effondrement national. Mais ce qui rend alors cette passivité insupportable, c'est l'entrée en résistance spectaculaire du PC depuis l'été 1941, qui bouleverse la physionomie d'une résistance alors ultra-minoritaire. Il veut sauver l'honneur de la bourgeoisie et « *montrer qu'en France il n'y a pas que les communistes à être patriotes* ».

Il reconnaît enfin le rôle de son épouse, qui n'est pas une Mangin pour rien. Si elle l'invite à surmonter l'argument (avancé par un ami) des risques qu'il ferait courir à sa famille, c'est qu'elle est prête à jouer un rôle actif pour protéger celle-ci. Bien plus, elle sera la confidente et même la conseillère de son mari pour nombre de décisions importantes, avant de remplir des missions officielles pour Ceux de la Résistance en septembre 1943.

Concrètement, Lecompte-Boinet est rattaché à un des « groupes Robert », dirigé par une femme, Élisabeth Dussauze, qui lui demande de faire une revue de presse anti-collaborationniste. Ce travail doit alimenter les journaux de l'organisation et une hypothétique radio clandestine que son frère Paul s'efforce de mettre au point.

Début janvier 1942, il découvre lors d'une réunion les noms des journaux qu'il doit alimenter, l'extension des « groupes Robert » à travers la zone occupée et la diversité de leurs activités (propagande, cache d'armes, renseignement). La réunion marque un tournant dans la vie de l'organisation : Guédon, traqué, a dû se mettre en retrait et un autre capitaine, Henri Frenay, fondateur d'un mouvement-partenaire en zone Sud – Libération nationale, devenu Combat – vient redéfinir le travail commun et installer un comité directeur.

Un mois plus tard, comme dans un mauvais rêve, Lecompte-Boinet se retrouve quasiment le seul rescapé du démantèlement brutal des « groupes Robert » en région parisienne. Son ami Morin file en zone Sud, lui laissant seulement une liste de contacts.

## Février-août 1942 : raccommodeur d'une organisation démantelée

Lecompte-Boinet franchit alors un premier palier dans son engagement, qui équivaut à une plongée dans l'inconnu : il se donne pour ambition de reconstituer une organisation dont il ignore à peu près tout, supposant seulement que des ramifications en subsistent en province. Quatre mois de tâtonnements lui sont nécessaires pour renouer avec quelques groupes locaux, mais surtout six mois pour reconstituer deux fois un noyau parisien solide : Henry Ingrand et Pierre Le Rolland, rescapés de l'organisation Guédon, étant à leur tour arrêtés, il doit redémarrer avec des étudiants, Pierre Arrighi et Jean Roquigny, aidés de jeunes femmes contactées grâce à Germaine Tillion.

Il ne s'imagine alors qu'en raccommodeur intérimaire d'une organisation destinée à être dirigée par un officier lié à la zone Sud, comme auparavant.

D'où ses trois brefs séjours au-delà de la ligne de démarcation, en juin, juillet et août 1942.

La piste la plus évidente pour lui, celle de l'armée d'armistice, est rapidement abandonnée. Malgré l'entremise de son beau-frère Louis Mangin resté en France pour essayer de recruter des militaires pour la France libre, il ne trouve pas de contact avec des services secrets intéressés par une action anti-allemande en zone Nord. Le durcissement de la collaboration d'État depuis le retour au pouvoir de Laval en avril 1942 a mis ceux-ci dans une position de plus en plus difficile.

La seconde piste, celle d'Henri Frenay, se révèle presque aussi décevante : financé depuis le début de l'année par la France libre via Jean Moulin, et échaudé par le démantèlement de nombre d'organisations pionnières en zone occupée, le chef de Combat accorde désormais son attention exclusive à l'essor de la Résistance dans sa zone Sud. Il mise sur la propagande anti-vichyste et le recrutement de volontaires pour une Armée secrète destinée à être ultérieurement équipée par Londres. Frenay transfère simplement une toute petite partie de son budget à Lecompte-Boinet, qui reçoit aussi de ses adjoints quelques conseils et contacts.

Les services secrets britanniques se révèlent le partenaire le plus prometteur, un partenaire vers lequel l'a aiguillé Germaine Tillion. C'est grâce à des Français liés à l'*Intelligence Service* (IS) que Lecompte-Boinet est passé clandestinement en zone Sud, et c'est un agent du *Special Operations Executive* (SOE), à Lyon, qui lui promet le parachutage d'armes et d'argent et l'envoi de directives.

Ces promesses paraissent crédibles au vu du raid anglo-canadien d'août 1942 sur Dieppe et de certaines conversations qu'il a eues en zone Sud, lesquelles ont fait naître chez lui l'espoir d'un prochain débarquement allié. Elles conviennent d'autant plus à des patriotes de droite comme lui qu'elles leur ouvrent la perspective de rivaliser en zone occupée avec les sabotages et attentats pratiqués par le PC seul : désapprouvés pour leur inefficacité militaire et la lourdeur des représailles, ceux-ci transforment néanmoins aux yeux de l'opinion les résistants et otages communistes fusillés en martyrs admirés pour leur courage.

### Couverture de *Nouvelles chroniques* ► publié par les Éditions de Minuit clandestines préfacé par Jacques Lecompte-Boinet.

En 1942, Lecompte-Boinet retrouve par hasard Jean Bruller, qu'il connaissait avant la guerre et qui vient de créer les Éditions de Minuit clandestines, dont il est le premier auteur sous le pseudo *Vercors*. Lecompte-Boinet accepte de contribuer avec son mouvement CDLR à la diffusion de ces petits livres. En janvier 1944, étant à Londres, il fait à la BBC un bref historique des Éditions de Minuit, dont le texte sera reproduit dans ce volume publié juste avant la Libération.



©Musée de l'Ordre de la libération

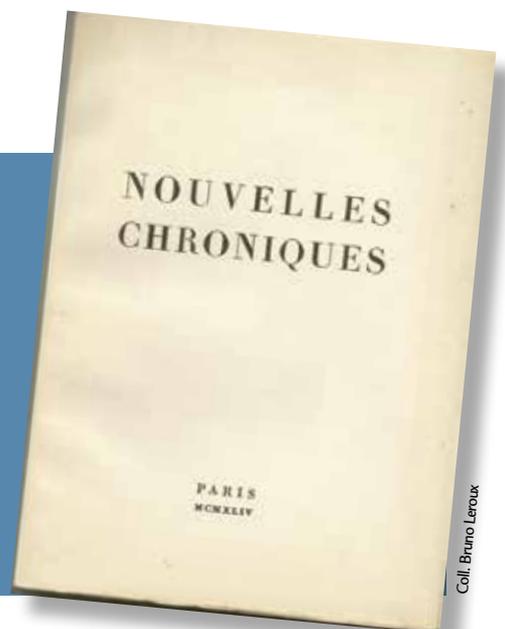
### ▲ Pierre Arrighi.

Principal adjoint de Lecompte-Boinet, arrêté en novembre 1943 alors qu'il dirige par intérim CDLR, il est déporté et meurt gazé à Hartheim le 5 août 1944.

## Septembre 1942 - mars 1943 : chef par devoir d'un nouveau mouvement de Résistance

Lecompte-Boinet se prépare donc à transformer ces débris d'organisation en un réseau travaillant pour les Britanniques et orienté vers l'action paramilitaire. Mais en septembre, les parachutages promis n'arrivent pas. Poussé par ses jeunes adjoints, il se lance alors un pari : former dès maintenant des volontaires aux actions demandées par le SOE (collecte de renseignements, repérage de terrains de parachutages, formation de futures équipes de saboteurs), en espérant les mettre bientôt au service de la libération du territoire par des troupes régulières.

Autrement dit, il se décide à créer un mouvement autonome, et à en devenir le chef. Sa modestie ne l'y pousse pas naturellement. Mais il constate que son



Coll. Bruno Leroux



#### ◀ Insigne de membre de l'Assemblée consultative provisoire de Jacques Lecompte-Boinet.

L'Assemblée consultative provisoire d'Alger (ACP) comprend notamment 40 représentants de la Résistance intérieure et 20 du Parlement de 1939. Comme d'autres, Jacques Lecompte-Boinet trouve que la gauche y domine trop largement, avec 13 des 20 parlementaires (car ne sont admis que ceux qui ont voté « non » à Pétain le 10 juillet 1940) et 8 des 9 résistants désignés par les partis représentés au Conseil national de la Résistance (en théorie bien plus équilibré). Et les discours tenus sont moins à l'union nationale apolitique qu'à l'anti-vichysme. La fraternité y existe, cependant : c'est Vincent Auriol, ministre du Front populaire, qui lui marquera avec émotion son admiration pour son courage, Jacques Lecompte-Boinet étant un des très rares membres de l'ACP à retourner dans le combat clandestin.

acharnement passé à rebâtir une vraie organisation clandestine et à rechercher tous les contacts possibles avec « Londres » le désignent, lui seul, aux yeux de ses propres recrues. Dans le trio qu'il forme avec Pierre Arrighi et Jean Roquigny, si tous vont recruter et sans doute concevoir ensemble les directives à donner, c'est lui qui sera chargé de négocier les relations avec d'autres groupes rencontrés.

En six mois, le pari est doublement gagné. Aux anciens membres des « groupes Robert » retrouvés en Normandie, Champagne et Lorraine s'ajoutent de nouveaux volontaires, principalement dans ces mêmes régions. Le débarquement allié en Afrique du Nord de novembre 1942 décuple l'espoir d'une opération similaire prochaine en métropole. D'autre part, si Lecompte-Boinet bluffe parfois en assurant avoir déjà le contact avec Londres, cela devient une réalité en janvier 1943 avec la rencontre d'Henri Manhès, adjoint de Jean Moulin en zone Nord, qui commence à le financer au nom de la France libre.

Surtout, en mars, la mission Passy-Brossolette (*Arquebuse-Brumaire*) qui vient coordonner la Résistance en zone Nord se montre immédiatement intéressée par l'orientation paramilitaire de son mouvement. Comme Lecompte-Boinet ne gonfle pas ses effectifs (mille volontaires environ, selon lui), que la tournée de ses équipes a été concluante et qu'il a effectivement collecté des renseignements d'importance, Ceux de la Résistance devient un des cinq mouvements admis au comité de coordination de zone Nord.

#### Avril - septembre 1943 : un des unificateurs de la Résistance intérieure

En quelques semaines, Jacques Lecompte-Boinet endosse des responsabilités impliquant un changement d'échelle vertigineux. Désormais, il participe à l'échelon national aux instances en formation d'un contre-État clandestin.

Face à un Vichy totalement discrédité par l'invasion de la zone Sud puis le STO, et aux côtés d'Alliés dont les victoires (Stalingrad, Tunisie) entretiennent l'espoir d'un débarquement en métropole dès l'été 1943, les résistants font face

dans l'urgence à des défis sans précédents : aider les centaines de milliers de réfractaires potentiels au STO, transformer les premiers maquis-refuges spontanés en maquis combattants, coordonner l'action politique et militaire des mouvements entre eux et avec la résistance communiste, alors même que le débarquement allié en Afrique du Nord a divisé la résistance extérieure entre Français libres et giraudistes.

Du coup, Lecompte-Boinet confie l'organisation interne de CDLR à Pierre Arrighi, tandis que Jean Roquigny se consacre avec d'autres adjoints à la création de Manipule, le réseau de renseignement séparé exigé par la France libre. Lui-même cesse quasiment ses voyages en province. Il reste cependant bien le « patron », gardant des canaux d'information personnels avec des responsables régionaux et définissant la stratégie du mouvement. En particulier, il marginalise Jean de Vogüé, son adjoint politique qui ambitionne de doter CDLR d'une presse : il le charge du rapprochement avec Défense de la France demandé par Brossolette. Mais cette démarche tourne court en juin 1943 et ne changera pas la vocation paramilitaire du mouvement.

Les nouvelles fonctions de Lecompte-Boinet l'amènent donc à participer à la définition d'une « politique » de la Résistance, au sens large. S'il fait bloc avec le reste du CNR pour soutenir de Gaulle face à Giraud, il revendique avec la plupart des autres mouvements la direction de l'action résistante au détriment des partis et syndicats, jugés passifs depuis la défaite à l'exception du PC. Il soutient donc la création du Comité central des Mouvements de résistance (CCMR), où le PC est représenté par son mouvement-relais, le Front national.

Comme les autres chefs des mouvements de zone Nord, militairement il se concentre sur le renseignement et la formation d'une Armée secrète. Il reste réservé sur les actions immédiates, même si en plus des communistes elles ont maintenant des partisans chez les responsables de la zone Sud, zone préférentielle de formation des maquis.

Politiquement, Lecompte-Boinet partage avec ses camarades l'idée que les cadres de la

Résistance sont appelés à prendre la relève des élites défaillantes en 1940. Mais, en tant qu'homme de la droite modérée, il souhaite davantage une professionnalisation de la vie politique par l'expertise plutôt que la IV<sup>e</sup> république progressiste prônée par les mouvements de zone Sud comme réponse à Vichy – leur adversaire principal jusqu'en novembre 1942. Aussi s'intéresse-t-il plus à la désignation de l'exécutif de la Libération (commissaires de la République et préfets) qu'à la réflexion autour des futurs Comités de la libération.

#### Octobre 1943 - janvier 1944 : découverte décevante de la résistance extérieure

En octobre 1943, Lecompte-Boinet accepte d'aller participer à la première session de l'Assemblée consultative provisoire (ACP) d'Alger, pour représenter son mouvement. Il s'est pris au jeu de la politique et veut rencontrer de Gaulle, comme l'ont fait d'autres chefs avant lui. Par ailleurs, c'est un moyen de se mettre « au vert » pendant quelque temps : alors qu'il avait pu garder jusqu'alors son activité professionnelle – en employant un « nègre » – il a dû passer dans la clandestinité pendant l'été, avec toute sa famille.

L'atmosphère politique d'Alger le déçoit : les difficultés de l'union avec les giraudistes s'y traduisent par une surenchère anti-vichyste, qui lui paraît reléguer l'union patriotique au second plan. Il le constate à l'ACP, qu'il découvre dominée par la gauche du côté des représentants des partis. Du coup, il y reste muet, se sentant par ailleurs démuné en matière de rhétorique parlementaire.

De ses entretiens avec de Gaulle, il ressort impressionné par sa hauteur de vues, mais découragé par son peu d'intérêt pour l'apport militaire de la Résistance intérieure. Le Général paraît surtout préoccupé de se servir d'elle politiquement pour évincer Giraud du Comité français de la Libération nationale (CFLN), en y faisant entrer trois chefs de zone Sud incarnant l'anti-vichysme autant que la lutte contre l'occupant. Et si Lecompte-Boinet espère de Gaulle proche de la droite, il s'interroge sur sa coexistence possible avec un Parlement, au vu de la crise du Liban<sup>(2)</sup>.

Ces déceptions vont être avivées par deux mois d'attente forcée à Londres, dus à une météo défavorable aux opérations aériennes. Or, dans les bureaux londoniens, les responsables des relations avec la métropole lui apparaissent eux aussi plus intéressés par la préparation politique de l'après-libération que par les questions militaires. Comme à Alger, il découvre au Commissariat national à l'Intérieur des personnalités socialistes en vue, et au BCRA des Français libres obsédés par la lutte interne avec les services secrets giraudistes avec lesquels ils doivent officiellement fusionner. Cette atmosphère l'horripile d'autant plus qu'il a appris que la répression avait durement frappé CDLR pendant son absence.

## Février - juin 1944 : membre marginalisé du CNR dans une résistance transformée

À son retour en France, Lecompte-Boinet retrouve une Résistance où l'unification militaire et civile a fait des pas de géants, mais au prix d'évolutions profondes. Il est soulagé de voir que CDLR a été remonté par de Vogüé et avec l'aide de nouveaux cadres dans l'Est (*Grandval*) et en région parisienne (*Cocteau* et *Hamon*). Mais il constate que, comme dans tous les mouvements, la direction réelle de l'action est maintenant décentralisée ; son propre rôle se réduit à représenter CDLR dans les instances nationales.

Or, la direction de la Résistance est passée depuis novembre 1943 du CCMR au CNR, une nécessité pour mieux refléter le poids réel des partis et des syndicats, et en particulier du PC. Politiquement, Lecompte-Boinet y constate la même orientation à gauche qu'à l'ACP, cette fois à travers un programme pour l'après-libération prônant une démocratie économique et sociale. Et sous l'impulsion des mouvements unis de zone Sud s'est créé le Mouvement de Libération nationale, qui ambitionne de devenir un parti travailliste à la française, pôle de gauche alternatif à l'influence du PC et du PS.

Comme les autres représentants de la droite résistante – Laniel et les mouvements Organisation civile et militaire (OCM) et Ceux de la Libération (CDLL) – il espère que le vote des Français après la Libération révélera le décalage politique entre la Résistance et la Nation. Tous signent donc le programme du CNR sans y croire ; misant sur un renouvellement du personnel et non de nouveaux partis, ils refusent d'adhérer au Mouvement de libération nationale (MLN) et même de s'unir entre eux.

Lecompte-Boinet se sent si peu utile qu'en avril il est tenté de retourner à l'ACP représenter la droite modérée. Il reste cependant en métropole, parce qu'il a comme alternative deux projets en relation avec la Suisse, où sa femme et ses enfants ont été exfiltrés. Il y effectue trois voyages (mars, avril, mai), avec l'espoir d'y être nommé représentant

du CFLN et d'aider à préparer la participation à la libération de la France d'une partie des militaires alliés internés dans ce pays.

## Juillet - août 1944 : deux mois à nouveau au cœur de l'action

Le débarquement de Normandie va totalement redistribuer les cartes. Si ses projets suisses tombent à l'eau, Lecompte-Boinet participe avec une intensité nouvelle à la préparation de la Libération du territoire, comme acteur de la refondation d'un pouvoir républicain.

Il aide d'abord le CNR à jouer son rôle de contrôle d'un pouvoir militaire représenté par le Comité d'action militaire (COMAC), sa commission militaire. « Jusqu'au boutistes », ses trois membres ne reflètent pas les divisions internes de la Résistance sur les modalités d'action des FFI et l'ampleur de l'insurrection nationale. Lecompte-Boinet s'allie ainsi à l'occasion aux socialistes de Libération-Nord pour prôner la prudence, face à son propre adjoint de Vogüé, homme de droite mais en accord avec ses deux collègues communistes du COMAC.

Surtout, comme tous les membres du CNR, il préside une commission destinée à travailler avec un Secrétaire général provisoire d'un ministère pendant la Libération de Paris, avant l'arrivée du gouvernement d'Alger. Or, le titulaire pressenti étant contesté, il doit endosser lui-même le rôle de Secrétaire général des Travaux publics. Comme en septembre 1942, il se révèle à la hauteur d'une tâche à la fois technique et politique, sachant déléguer mais aussi continuer d'incarner aux yeux de son administration parisienne une légitimité nationale supérieure, en assumant à nouveau tous les risques en première ligne.

Après la Libération, Jacques Lecompte-Boinet participe à l'épuration au sommet de l'État, étant notamment juré aux procès du général Esteva et du maréchal Pétain. Il reste au CNR bien qu'hostile à l'application de son programme, pour atténuer les tensions initiales entre celui-ci et le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF). Mais il s'y sent mal à l'aise, tout comme à l'Assemblée consultative provisoire élargie de Paris, où il n'intervient qu'une fois (sur les transports).

Cela lui permet cependant de prononcer dix-huit allocutions radiophoniques, notamment pour témoigner sur le passé et l'avenir de CDLR. Car il accepte de tenter de donner un rôle politique à son mouvement, à la demande de sa fraction la plus à gauche. Il constatera cependant ses divisions internes persistantes, à l'image de celles du MLN. De sorte qu'à l'automne 1945, il décide de se retirer, et postule à un poste diplomatique via le « cadre latéral » créé pour les résistants. Nommé à Bogota, puis en Finlande, il deviendra en 1955



Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne

▲ Jean de Vogüé. Photographie prise dans les années 1920.

le second représentant de la France au Conseil de l'Europe, avant de finir sa carrière comme ambassadeur en Norvège.

Compagnon de la Libération, il est décédé en 1974. ■

(1) Jacques Lecompte-Boinet, *Mémoires d'un chef de la Résistance. Zone nord-Alger-Londres-Paris*, éditions du Félin, 2021, 1 248 p. Édition établie, annotée et commentée par Bruno Leroux.

(2) De Gaulle a dû composer de très mauvaise grâce avec les nationalistes libanais, sur pression de la majorité du CFLN et de l'ACP.



Coll. Bruno Leroux

Tract de la direction de Ceux de la Résistance appelant les Parisiens au combat au début de l'insurrection. ▶

# L'écriture des mémoires de Jacques Lecompte-Boinet Par Bruno Leroux

Ces mémoires combinent des souvenirs sur les années 1939-1943 rédigés juste après la guerre, et des journaux tenus durant ses séjours à Alger et Londres, puis dans la clandestinité à Paris jusqu'à la Libération. Ces journaux ont été révisés eux aussi dans l'immédiat après-guerre – d'où le titre général de « mémoires » choisi par l'éditeur. L'écriture de cet ensemble mérite d'être retracée en détail, car il est à l'heure actuelle unique dans le corpus publié des témoignages de résistants.

## 1943-1945 : rédaction et révision de journaux intimes

Diariste depuis son enfance, Jacques Lecompte-Boinet s'abstient de tout journal intime pendant la guerre, jusqu'à la veille de sa rencontre avec de Gaulle à Alger, en novembre 1943. Il se sait un acteur-témoin de la grande Histoire. Mais très vite, les notes prises sur son « carnet de toile cirée noire » reflètent son sentiment de marginalité d'homme de la droite modérée, dans l'atmosphère d'Alger et de Londres.

Du coup, une fois rentré en France, il les transforme en un journal « Londres-Alger-Londres » dicté dans la clandestinité à une secrétaire, comme un témoignage politique pour le futur. La même préoccupation contribue sans doute à sa décision de tenir à Paris, malgré les risques, un journal clandestin manuscrit de février à juillet 1944, sur des feuilles séparées de petit format (A5)<sup>(1)</sup>. Il le complète par des notes prises à la volée en août, manuscrites ou dictées à sa nouvelle secrétaire, Jacqueline Bordelet.

Dans la presse de l'après-libération, Lecompte-Boinet relate les débuts de CDLR pour en montrer l'ancienneté, témoigne sur des épisodes de l'unification de la Résistance (sa rencontre avec Brossolette, la première réunion du CNR). De ses journaux de guerre, il n'utilise dans des articles que ses notes prises pendant l'insurrection de la capitale. Il est vrai que son entourage, à qui il montre ses journaux de Londres et d'Alger, les juge peu publiables du fait de leur liberté de ton. Du coup, il les retravaille en insérant quelques notes (datées « 1945 ») indiquant l'évolution de ses opinions sur tel personnage dénigré ou tel événement. Et il adopte le même système pour son journal clandestin parisien, qu'il fait sans doute taper à cette époque tout en le remaniant.

Ce système compliqué de notes rectificatives montre qu'il est déjà décidé à garder l'authenticité de ses journaux. Son tempérament de diariste l'y incite, mais aussi sa rencontre avec Edouard Perroy et Odette Merlat. Ces deux historiens (ex-résistants) sont venus en effet le trouver en février 1945, au nom de la toute nouvelle Commission pour l'Histoire de l'Occupation et de la Libération de la France (CHOLF). Or celle-ci, qui va effectuer auprès des résistants la première grande collecte de témoignages en histoire contemporaine, veut qu'ils ne s'autocensurent pas et, pour ce faire, leur en garantit la confidentialité pendant cinquante ans.



▲ Photographie de Jacques et Francette Lecompte-Boinet fin 1944.

Fille du général Mangin, Françoise Lecompte-Boinet (« Francette ») joue un rôle crucial dans la résistance de son mari, dès l'origine, car ils partagent une grande complicité intellectuelle. Elle le libère d'abord de ses scrupules à faire courir des risques à sa famille, bien qu'elle soit enceinte de leur cinquième enfant. Puis, outre son rôle de protectrice du foyer familial, elle est tellement associée aux choix de son époux qu'en 1943, elle apparaît comme un membre invisible de la direction de CDLR, à des moments-clés. En septembre 1943, la famille étant passée dans la clandestinité, elle devient pendant quelques semaines l'agente de liaison de Jacques. Enfin, exfiltrée en Suisse avec ses enfants, elle s'occupe en 1944 des militaires alliés internés dans ce pays neutre. L'expérience partagée du couple transparaît à de nombreux endroits des *Mémoires*, certaines formulations et corrections étant visiblement inspirées par elle.

## 1946-1947 : ajout de souvenirs non destinés à la publication

C'est donc avec l'idée de travailler pour les historiens du futur, et non dans l'espoir d'une publication immédiate, que Jacques Lecompte-Boinet profite de son premier poste diplomatique en Colombie pour dicter en 1946-47 des souvenirs de guerre complétant ses journaux. Du coup, il ne s'astreint ni à un volume donné de pages, ni à lisser le contraste entre ses deux modes d'écriture (souvenirs et journal au jour le jour), au contraire d'Agnès Humbert, qui publie au même moment un journal de résistance suivi de souvenirs de déportation. Et il essaye dans ses souvenirs, ça et là, de livrer au lecteur à la fois ses sentiments des années de guerre et ses opinions rétrospectives.

Ses écrits renoncent donc à imposer au lecteur un point de vue unique et cohérent d'un bout à l'autre. En échange, celui-ci a droit, comme rarement, à la critique par le témoin de son propre témoignage. Comme Jacques Lecompte-Boinet a l'habitude de s'auto-analyser sans concession, il se met à nu avec toutes les contradictions créées par son engagement résistant : bourgeois conservateur devenu un extrémiste dans son propre milieu, chef sans l'avoir souhaité de l'organisation paramilitaire clandestine qu'il a créée, fonctionnaire participant à la refondation du régime républicain malgré son allergie à la politique, et pour finir homme de droite désarçonné par le basculement à gauche de la Résistance, à l'extérieur comme en métropole.

## De la première utilisation publique des mémoires à leur legs aux Archives nationales

De retour en France en 1955, et alors qu'il a déjà prévu de léguer ses écrits de guerre aux Archives nationales, Lecompte-Boinet est sollicité par le Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale (successeur de la CHOLF). Il accepte alors de les prêter à Marie Granet et de témoigner oralement devant elle, d'abord à propos de l'organisation Guédon (pour le livre qu'elle prépare avec Henri Michel sur *Ceux de la Résistance*)<sup>(2)</sup>. Cependant, cette expérience le refroidit, Granet accordant

trop de crédit à son goût au témoignage et aux archives de son adjoint Jean de Vogüé.

À la suite de cet épisode malheureux, Jacques Lecompte-Boinet ne léguera pas ses écrits aux Archives nationales avant son décès en 1974, mais en remettra une copie à Henri Michel. C'est bien la preuve qu'il a continué à faire confiance aux historiens, ne serait-ce que pour rendre hommage à l'action de tous ces camarades disparus sur lesquels il avait ébauché des notes biographiques, mais qui restaient de quasi-inconnus pour lui. C'est finalement sa veuve, qui donnera son tapuscrit original aux Archives nationales en 1982. ■

(1) Hasard peu commun, au même moment un autre cadre de CDLR, Léo Hamon, fait de même.

(2) Le livre paraît en 1964 aux éditions de Minuit.

# Lecompte-Boinet dans les « groupes Robert » : la redécouverte d'une organisation pionnière en zone occupée<sup>(1)</sup>

Par Bruno Leroux

**Un phénomène majeur distingue la résistance non communiste en zone Nord occupée : la répression allemande y a provoqué la naissance de plusieurs générations d'organisations.**

En ce qui concerne les organisations représentant la première génération, disparues entre 1941 et le début de 1942, les études sont partielles, réparties dans des monographies locales (Armée des Volontaires) ou, pour les organisations dotées de journaux, souvent centrées sur le contenu de ceux-ci (*Valmy, En captivité, Les petites ailes du Nord*) ou la biographie de leur créateur (*L'Homme libre* de Jean Lebas). Quant aux organisations les plus étendues, seule celle dite « du Musée de l'Homme » a été étudiée en profondeur.

## « Combat-zone nord » : une appellation trompeuse

L'oubli de celle à laquelle Lecompte-Boinet adhère en octobre 1941 n'est en rien dû au hasard. Elle résulte d'abord du silence de son chef Robert Guédon depuis la Libération et de la non-reconnaissance de son organisation comme mouvement de résistance homologué. Du coup, essentiellement sur la foi des témoignages de Frenay et de Bourdet, les historiens de Combat l'ont très tôt présentée comme une antenne en zone Nord du premier mouvement de Frenay, Libération nationale.

Des travaux universitaires ont cependant montré qu'avant sa rencontre avec Frenay, le capitaine Guédon avait créé dès 1940 en Normandie un groupe en contact avec l'*Intelligence Service*, puis qu'il avait cultivé à Paris des liens avec le réseau Hector, lié au SR Air de l'armée d'armistice. De sorte que le contact établi avec Frenay début 1941 en zone Sud, et l'accord conclu entre les deux capitaines pour tenter de développer dans les deux zones une feuille clandestine, *Les petites ailes de France*, ne suffisent nullement à définir ce que Guédon tente alors de développer.

Si la parution en commun des *Petites ailes de France* et plusieurs voyages de Frenay ou de Bourdet en zone Nord peuvent donner l'illusion d'un mouvement unique, les deux organisations sont en fait largement indépendantes. Leur journal n'est similaire que par son titre et son éditorial, et cette publication commune ne dure que de mai à août 1941. Surtout, les activités développées par Guédon sont bien plus diversifiées que la propagande, moyen unique en zone Sud. Certains de ses groupes transmettent aussi des renseignements (d'où les liens avec l'IS puis Hector) ou planquent des armes. Et sa structure n'est pas pyramidale mais horizontale, à l'image des principales organisations pionnières de

zone Nord. C'est une « nébuleuse » de petits groupes parisiens et provinciaux dont Guédon est quasiment le seul coordonnateur.

## Une tentative précoce de coordonner la Résistance en zone occupée

Seul témoignage publié d'un membre des groupes Guédon, les mémoires de Lecompte-Boinet apportent une information jusqu'à présent inexploitée. On savait déjà que Guédon ne voulait pas se contenter de la parution des *Petites Ailes*, contribuant aussi à la fabrication et la diffusion d'un organe catholique, *Veritas* (conçu par l'abbé Vallée) et d'un autre destiné aux soldats allemands, *Unter Uns*.

Or, Lecompte-Boinet mentionne encore un autre titre, *Nous les travailleurs*, rédigé par deux syndicalistes, Jean Texcier et Christian Pineau. Même s'il semble limité à trois numéros (juillet, août, septembre 1941), ceci confirme que l'ambition de Guédon dépasse le fait de développer un mouvement autour d'un journal, comme en zone Sud. Il veut une propagande diversifiée en fonction des publics. Selon les médias aussi, apparemment, puisque Lecompte-Boinet fait allusion à un projet de radio clandestine émettant depuis la France même.

La véritable ambition de Guédon à cette époque semble être d'impulser une coordination de la résistance non communiste de zone Nord, à la suite de l'entrée en résistance du PC depuis juin 1941. Le prouvent les autres liens établis avec Pineau, créateur six mois auparavant de son propre journal, *Libération* (Nord), autour duquel commence à se développer un mouvement attirant notamment des militants socialistes. En effet, Guédon assiste alors à des séances du comité directeur de Libération-Nord. Surtout, il est à l'origine de réunions communes, à l'automne 1941, avec des représentants de l'OCM (mouvement aux cadres majoritairement de droite comme les siens), de Libération-Nord et du Comité d'action socialiste de zone Nord.

Les raisons de l'échec rapide de ces pourparlers, n'ont jamais été clairement explicitées par les différents protagonistes. Deux faits donnent à penser que la part prise par Vichy dans la répression des attentats communistes a divisé les socialistes, déjà anti-vichystes et anti-maréchalistes, et les



▲ Robert Guédon, chef des « groupes Robert ».

Fondation de la Résistance/fonds Pierre le Rolland

militaires comme Guédon et les cadres de l'OCM, convaincus du double jeu de Pétain par leurs liens avec les services secrets de l'armée d'armistice.

D'une part, Pétain, critiqué nommément dans *Libération-Nord*, ne l'est pas au même moment dans *Nous les travailleurs* (qui concentre ses attaques sur Laval et Darlan). La disparition de ce dernier titre peut s'interpréter comme le refus par Pineau de continuer cette concession faite à Guédon. Et d'autre part, le destin de Guédon, une fois replié en zone Sud en 1942 (il réintègre l'armée d'armistice et cesse toute activité résistante) fait penser à celui de certains des premiers compagnons de Frenay : ils refusent de cautionner l'évolution anti-vichyste de leur chef à l'automne 1941 et préfèrent cesser, eux aussi, de résister.

Le fait que Guédon ait retrouvé Frenay au ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés en 1944, laisse à penser que les deux hommes ont organisé d'un commun accord la disparition administrative de l'organisation du premier. Les services de ses membres ont été rattachés au réseau Hector, tandis que l'organisation de Frenay prenait en charge sa mémoire, sans doute en raison de son rattachement ultérieur à la France libre. ■

(1) Les sources de cet article sont données dans la postface des *Mémoires d'un chef de la Résistance*.



### ◀ Les membres du Conseil national de la Résistance le 10 septembre 1944, dans la cour de l'hôtel de Broglie.

Au 73 rue de Varenne, cet hôtel particulier a été mis à leur disposition après la Libération de Paris par son propriétaire, Lord Bernard Forbes. Son épouse américaine l'avait hérité de son père, le milliardaire Ogden Mills, Jacques Lecompte-Boinet est au deuxième rang au centre, juste à gauche du président, Georges Bidault.

## La libération de Paris vue par Jacques Lecompte-Boinet *Par Bruno Leroux*

Ce témoignage contient certains des passages des mémoires reflétant le mieux la modestie et l'humour de l'auteur. Ils lui ont demandé un vrai travail d'écriture, à en juger par l'appréciation portée sur sa première mouture du mois d'août 1944 : « Il n'y a qu'à lire les Cahiers de Barrès pour voir la différence entre ce qu'aurait dû être la relation de ces jours – et ce qu'est cette relation. Je dis ce qu'on me dit, ce que j'ai répondu, ce qui est arrivé. Rien d'autre. C'est sec, plat et impersonnel. À désespérer <sup>(1)</sup>. »

### Les contraintes du récit : son rôle dans l'insurrection

Le 19 août, en fin de matinée, Lecompte-Boinet est le premier secrétaire général provisoire à s'installer dans ses locaux ministériels, d'où est parti l'avant-veille le ministre de Vichy, Jean Bichelonne. Puis, après avoir tenté en vain d'occuper aussi le ministère des PTT, il se rend à la réunion du Conseil national de la Résistance (CNR) – la première séance plénière depuis novembre 1943.

Du 20 au 24, son emploi du temps journalier se partage entre des réunions ou des audiences dans son ministère des Travaux publics et des séances du CNR, en différents endroits de Paris. À partir du 24 au soir, comme les autres membres du CNR il ne bouge plus de l'Hôtel de Ville, où il accueille l'avant-garde de la 2<sup>e</sup> DB (le capitaine Dronne) puis passe toute la journée du 25 à attendre de Gaulle.

Sur le fond, la fonction qui l'occupe le plus, et de loin, est son rôle de « ministre » intérimaire, avant qu'arrive d'Alger René Mayer, titulaire du poste au Gouvernement provisoire de la République française (GPRF). Grâce au travail effectué depuis début juillet avec la Commission des Voies et communications du CNR, sur laquelle il continue à s'appuyer, il prend en mains rapidement les services parisiens de son ministère, se coordonne avec son collègue de l'Agriculture pour veiller au ravitaillement de la capitale et discute des cadres à épurer ou conserver. Sa modestie naturelle fait qu'il rend compte de tout cela sans s'appesantir ni se mettre en avant, se sachant surtout le superviseur

et le garant politique d'un travail collectif assuré par des administratifs à qui il a délégué sa confiance.

Au CNR, c'est plus chaotique : il y a des absents le 19 et le 20, et si le CNR plénier joue vraiment son rôle dans l'insurrection à partir du 21 en désavouant une trêve dont il n'a pas été à l'initiative, c'est dans une atmosphère tellement tendue que Lecompte-Boinet quitte à un moment la séance. Il reste muet, de façon générale, et préfère d'ailleurs « sécher » avec Blocq-Mascart la réunion du 24. Enfin le 25, après une journée d'inaction, il assiste aux discours suivant l'arrivée de De Gaulle, mais pas à la douche froide infligée par le général au CNR en refusant de proclamer la République à la fenêtre de l'Hôtel de Ville – une proclamation imprudemment annoncée par tract les jours précédents.

### Les difficultés d'un témoignage sincère à la hauteur d'un tel événement

Les sentiments mêlés du narrateur à l'égard du CNR peuvent expliquer la comparaison frustrante avec les Cahiers de Barrès. Dans ses carnets des années 1906-1914, Barrès se convertit à la république parlementaire, impressionné par les joutes entre les grands orateurs des camps opposés, dont il admire la hauteur de vues et l'aspiration au compromis. C'est un tableau analogue que Lecompte-Boinet souhaiterait offrir du CNR, Chambre en miniature réinventant un fonctionnement républicain. Mais, comme à l'Assemblée consultative, il s'est senti peu armé pour une telle ambiance, et plus ému par la violence et la mauvaise foi des échanges que par la capacité de certaines personnalités à en sortir par le haut. D'où son témoignage en général très résumé sur ces réunions et, à défaut, son recours aux procès-verbaux écrits.

Là où sa sensibilité personnelle trouve à s'exercer pleinement, c'est dans la perception aigüe de la situation paradoxale des responsables civils de la Résistance par rapport aux combattants insurgés et à leurs chefs militaires. En témoignent de nombreuses anecdotes où la proximité de la mort, réelle (comme l'attesteront les plus de cinq cents civils tués durant

l'insurrection) s'accompagne d'une atmosphère de gaieté et d'une volonté de ne pas se prendre pour ces vrais héros qu'on ne fait que côtoyer.

### Le point de vue d'un résistant civil, à mi-distance des combattants et des Parisiens

Cela commence fort avec la « prise » de son ministère. Vu les fusillades retentissant non loin de l'entrée, Lecompte-Boinet s'y introduit par un mur du jardin, en descendant d'une échelle avec son adjoint administratif et sa secrétaire, dialoguant avec un voisinage qui l'interpelle, amusé. Cette atmosphère tragi-comique préside à ses sorties ultérieures dans Paris. En route vers la première séance du CNR avec son garde du corps, ils s'abritent de tirs soudains derrière des arbres – mais du mauvais côté, apparemment, remarque en riant son compagnon. Quelques jours plus tard, c'est en sortant d'une autre séance que Lecompte-Boinet doit s'aplatir derrière un réverbère, visé par des tirs allemands. Il se replie dans un immeuble où il tente d'appeler son ministère depuis un appartement, mais le couple qui l'habite le traite d'imposteur, n'imaginant pas la fuite de Bichelonne...

Lors de la réception du capitaine Dronne par le CNR à l'Hôtel de Ville, la secrétaire de Lecompte-Boinet tire un coup de fusil pour fêter l'événement. Tir en retour des FFI postés à l'extérieur, qui fait s'aplatir au sol le CNR entier – sous l'œil goguenard de Dronne. Ici, le tragique derrière le comique est double : la réaction de Jacqueline Bordelet tient à son passé résistant, car son fiancé a été fusillé par les Allemands.

Ses anecdotes n'ont rien de lénifiant : elles révèlent aussi plus ou moins crûment ces Parisiens « sous » l'insurrection, d'une indifférence qui montre parfois un opportunisme sans complexe, comme ces inspecteurs des Finances que Lecompte-Boinet découvre faisant antichambre chez le nouveau préfet. C'est d'ailleurs en dépeignant avec lucidité tous ces à-côtés de l'insurrection qu'il prend conscience de la force des liens qui l'unissent viscéralement à tous les membres du CNR, communistes compris. ■

(1) Journal tenu à Bogota, 23/3/1947 (AN 450 AP/4).

## Actualités du département AERI

### Exposition virtuelle « Juifs, résistants, combattants » sur le Musée de la Résistance en ligne

La Fondation de la Résistance met en ligne une exposition virtuelle intitulée « Juifs, résistants, combattants <sup>(1)</sup> » avec le soutien de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah.

Si les Juifs sont les premières victimes du nazisme, ils répondent aussi à l'oppression par des formes de résistance collective et individuelle. Nombre d'entre eux s'engagent dans la France libre ou dans la Résistance intérieure. L'exposition virtuelle « Juifs, résistants, combattants » vous propose de découvrir un panorama de ces résistants juifs et des organisations auxquelles ils appartenaient au sein de la Résistance intérieure.

Cette exposition ne s'attache pas spécifiquement aux organisations juives de résistance mais à l'ensemble des formations, mouvements, maquis et autres organisations, composés en grande majorité si ce n'est exclusivement de Juifs. Les différents courants idéologiques et politiques y sont représentés : sionistes, bundistes, communistes, éclaireurs israélites... La première action des Juifs dans la Résistance a été de mettre en place une résistance civile d'aide et de sauvetage face aux persécutions dont ils ont été les victimes. Dans un second temps, cette lutte clandestine s'est orientée, même si elle n'en constituait pas une priorité, vers la lutte armée.

C'est sur cette activité de lutte armée que s'est focalisée cette exposition qui se décline en cinq parties.

Les deux premiers chapitres présentent les débuts de la lutte clandestine (la section juive de la MOI, l'organisation Solidarité, la Main Forte à Toulouse, les Éclaireurs israélites de France – EIF – et la Sixième, la résistance civile des bundistes...) puis le passage à la lutte armée avec l'étude d'organisations. Sont ainsi étudiés successivement : l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (UJRE) et l'Union de la Jeunesse juive (UJJ), les unités juives des FTP-MOI à Paris et en province, le Mouvement de jeunesse sioniste (MJS) ou encore l'Armée juive devenue Organisation juive de Combat (OJC) et ses corps francs.

La troisième partie est consacrée à la formation des maquis et plus particulièrement au maquis des EIF installé dans le secteur de Vabre (Tarn), au maquis FTP-MOI de la Croix du Ban dans les monts du Lyonnais et aux maquis de l'Armée juive (celui de l'Espinassier dans le Tarn et celui du plateau du Vivarais-Lignon commandé par Joseph Bass).

La quatrième partie est axée sur les combats de la Libération et permet de suivre l'évolution des organisations et unités étudiées dans les parties précédentes. Nous y retrouvons donc le maquis EIF de Vabre devenu la 2<sup>e</sup> compagnie Marc Haguenu du CFL 10 du Tarn, les maquisards de l'Armée juive regroupés au sein du peloton Trumpeldor intégré au Corps franc de la Montagne Noire. Les groupes de combats de villes de l'Armée juive prennent également part aux combats de la Libération, notamment dans la capitale. Du côté des organisations à tendance communiste, les FTP-MOI, l'UJRE et l'UJJ contribuent activement à la libération du territoire, comme à Villeurbanne, Marseille ou Paris où l'UJRE est à l'origine de la création de la milice patriotique juive. Enfin, bien que moins impliqués dans la lutte armée, des militants du Bund prennent part aux combats de la libération de la région lyonnaise au sein des FTP.

Enfin, un ultime chapitre évoque la constitution de compagnies et détachements juifs dans différentes régions afin de poursuivre la lutte jusqu'à la victoire finale contre l'Allemagne nazie, notamment à Paris, Périgueux ou Limoges.

Chaque organisation ou unité est présentée par une monographie dédiée, par une ou plusieurs fiches consacrées à ses activités ou aux opérations auxquelles elle a participé et par des notices biographiques de responsables et de membres de ces organisations.



© Mémorial de la Shoah, Paris

#### Maquis de l'Espinassier (Tarn)

Photographie prise lors d'une tournée d'inspection de Jacques Lazarus en mai 1944.

Souhaitant marquer leur spécificité juive, les maquisards de l'Espinassier hissent, à côté du drapeau français, le drapeau bleu-blanc, ici porté par Henri Broder, symbolisant le futur État juif.

La Fondation de la Résistance renouvelle ses remerciements à l'ensemble des auteurs de ce travail coordonné par Fabrice Bourrée, chef du département AERI, à savoir : Alexandre Bande, Claude Collin, Bernard Flam, Fabrice Grenard, Francine Kaufmann, Elerika Leroy, Maurice Lugassy, André Magne, Frantz Malassis, Mathias Orjekh, Sylvie Orsoni, Constance Pâris de Bollardièrre, Valérie Pietravalle, Guillaume Pollack, Bernard Reviriego et Hélène Staes. Notre gratitude va également à l'ensemble des contributeurs (documentation et iconographie) et notamment au Mémorial de la Shoah, aux Archives nationales, au Service historique de la Défense, au musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne mais également au musée de l'Holocauste à Washington et à Yad Vashem à Jérusalem. ●

FB

(1) <http://www.museedelaresistanceenligne.org>

L'exposition virtuelle « Juifs, résistants, combattants » a été présentée à l'auditorium de l'hôtel de ville de Paris le jeudi 30 juin de 14 h à 18 h.



Photo Arnaud Bouvier, mairie de Vanves

#### Les expositions itinérantes

L'exposition itinérante « La médaille de la Résistance française » réalisée par la Fondation de la Résistance en partenariat avec l'Association nationale des descendants des médaillés de la Résistance française a été présentée à Hazebrouck (Nord) du 24 avril au 8 mai 2022. Le quotidien *La voix du Nord* a relayé cet événement dans son édition du 5 mai.

À la demande de la municipalité de Vanves (Hauts-de-Seine), Fabrice Bourrée, auteur de l'exposition virtuelle « Joséphine Baker, une résistante atypique » (consultable sur le musée de la Résistance en ligne) a réalisé une mini-exposition consacrée à cette artiste symbole de la lutte contre le racisme, panthéonisée en novembre 2021. Constituée de cinq panneaux, cette exposition retrace le parcours de Joséphine Baker durant la Seconde Guerre mondiale et met notamment en valeur son engagement au service de la France libre. L'exposition a été inaugurée le 8 mai par Bernard Gauducheau, maire de Vanves. ●

FB

## À lire

Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture. Vous pouvez retrouver d'autres comptes-rendus de lecture sur notre site [www.fondationresistance.org](http://www.fondationresistance.org) à la rubrique « Nous avons lu ».

**Rino Della Negra, footballeur et partisan.  
Vie, mort et mémoire d'un jeune footballeur  
du « groupe Manouchian »**

Jean Vigreux et Dimitri Manessis.

Paris, éditions Libertalia, 2022, 246 p., 10 €.

Dimitri Manessis et Jean Vigreux, deux historiens du communisme et du mouvement social à l'Université de Bourgogne Franche Comté, retracent l'engagement et le combat dans la Résistance de Rino Della Negra (1923-1944), footballeur au prestigieux club du Red Star de Saint-Ouen. Cette biographie renouvelée du célèbre ailier droit, fils d'immigrés italiens à Argenteuil, met en lumière les nombreux faits d'armes de Rino Della Negra – plus d'une quinzaine – jusqu'à son arrestation le 12 novembre 1943. Les auteurs parviennent à faire revivre les parcours et le quotidien de ces immigrés qui, entrés en Résistance, ont basculé dans la clandestinité. Histoire tragique donc, pour le footballeur Rino Della Negra, qui, refusant d'obéir à sa convocation pour le Service du Travail Obligatoire (STO), rejoint en février 1943 le 3<sup>e</sup> détachement des Francs-tireurs et Partisans-Main d'œuvre immigré (FTP-MOI) sous le pseudonyme de Gilbert Royer. Il est finalement capturé puis fusillé par les Allemands au Mont-Valérien le 21 février 1944. Rino Della Negra appartient à ce qu'on appellera *a posteriori* le groupe Manouchian, tombé à la suite de filatures de la police française et immortalisé indirectement par les nazis à travers l'Affiche rouge.

Ce travail, très documenté, s'appuie sur des archives policières mais aussi sur des sources nouvelles issues des archives de la Seconde Guerre mondiale déclassifiées en 2015 et conservées au Service historique



de la Défense (SHD) de Vincennes. Les auteurs ont également eu accès aux archives familiales et privées *via* la belle-sœur de Rino Della Negra. Plus qu'une simple biographie, l'ouvrage s'inscrit plus largement dans une histoire sociale mêlant le récit de l'immigration italienne et celui des quartiers populaires en région parisienne. En suivant le parcours du jeune résistant, on entrevoit les conditions de vie et d'intégration de la communauté italienne du quartier Mazagran, rebaptisé Mazzagrande, à Argenteuil où vivent Rino et quelques 3 000 Italiens. On redécouvre les luttes sociales de cette communauté immigrée qui a fui le régime de Mussolini, apparaît durant le Front populaire à l'avant-garde de la lutte antifasciste et sert de vivier à la Résistance qui se développe au début de l'occupation allemande. Par ailleurs, les deux auteurs mettent en

lumière les stratégies de répressions féroces des brigades spéciales et des autorités d'Occupation face à une « résistance de combat » qui amène Rino à commettre son dernier acte en attaquant un transport de fonds allemand. Dans sa dernière partie, l'ouvrage revient sur les mémoires plurielles qui ont permis à Della Negra de passer à la postérité, celle de la Résistance, de l'Affiche rouge et du groupe Manouchian, mais surtout celle du Red Star où les supporters ont donné son nom à l'une des tribunes du Stade Bauer. Du fait des circonstances et de son arrestation, Rino Della Negra n'aura pourtant joué que quelques mois dans le célèbre club de la banlieue parisienne où il avait été recruté au début 1943. ●

Nicolas Autephe

## « Les femmes dans la Résistance », une exposition plébiscitée

Pour répondre à l'attente de nombreux établissements scolaires et culturels la Fondation a réalisé une exposition itinérante sur « Les femmes dans la Résistance<sup>(1)</sup> ». Elle permet au grand public de découvrir le rôle des femmes dans la « résistance pionnière », mais aussi les tâches qu'elles ont accomplies dans la lutte clandestine et enfin des parcours de femmes emblématiques illustrant cette résistance au féminin.

Cette exposition qui sillonne la France connaît un véritable succès. Au cours du premier semestre 2022, elle a été empruntée plus de quinze fois.

Le 7 mars dernier, à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, elle a été présentée au siège du Souvenir français en présence d'Élisabeth Moreno, ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances.

Durant tout le premier trimestre 2022, Michèle Soult, déléguée des Amis de la Fondation de la Résistance en Charente, l'a fait circuler dans son département. Elle a été montrée successivement au collège André Malraux à Baignes-Sainte-Radegonde, à la médiathèque de l'orangerie de Jarnac, à la mairie de Confolens, à la maison de la Résistance à Chasseneuil-sur-Bonnieure, à l'espace culturel les 2B à La Couronne et enfin à la Maison familiale et rurale de La Péruse.

Plusieurs établissements scolaires ont entrepris un travail pédagogique à partir de ce support. Le collège Eugène Delacroix à Roissy-en-Brie (Seine-et-Marne) l'a utilisé dans le cadre de la préparation du Concours national



Le 7 mars dernier, Élisabeth Moreno, ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances, visite l'exposition qui lui est présentée par Frantz Malassis de la Fondation de la Résistance.

Photo Souvenir Français

de la Résistance et de la Déportation tandis qu'au collège Jean-François Champollion à Voisins-le-Bretonneux (Yvelines) une classe d'ULIS a établi un questionnaire de visite utilisé par les autres classes.

Un autre usage a consisté pour certains emprunteurs à la présenter en accompagnement de l'inauguration d'établissements scolaires. Ce fut le cas en mai dans la commune de Guîtres (Gironde), à l'école maternelle Éliane et Pierre Boutoule, résistants locaux, ou bien toujours dans ce même département, en juin, à la bibliothèque de Laruscade dans le cadre de l'inauguration de l'école Manon Cormier, résistante-déportée originaire de Bordeaux.

Elle était également accessible au grand public, en février, à la médiathèque de Villelongue-dels-Monts (Pyrénées-Orientales) et, en mai, à la médiathèque intercommunale de Frayssinet-le-Gélat (Lot).

Enfin, l'exposition « Les femmes dans la Résistance » sera visible cet été dans trois lieux. Le musée de la bataille de Normandie à Bayeux<sup>(2)</sup> (Calvados) l'accueille jusqu'au 26 septembre et le musée départemental de la Résistance et de la Déportation de Lorris (Loiret) du 16 juillet au 31 août 2022. La Mairie

de Portet-sur-Garonne (Haute-Garonne) la présentera, quant à elle, jusqu'au 30 juillet. ●

FM

(1) Pour emprunter l'exposition, contactez [frantz.malassis@fondationresistance.org](mailto:frantz.malassis@fondationresistance.org)

(2) Présentée à partir du 14 mai, l'exposition sera en place durant deux manifestations « la Nuit des musées » et « les Journées européennes du Patrimoine ». Ordinairement ce musée connaît une fréquentation de 100 000 visiteurs durant cette période.

## L'activité des Amis de la Fondation de la Résistance à Paris et en province

Durant le semestre écoulé, l'association des Amis de la Fondation de la Résistance a multiplié ses activités culturelles et mémorielles à Paris et en province.



Photo Brigitte Nadiaire-Adlan

Photo Skerfidou@Senat

### La cérémonie à la mémoire des étudiants résistants à Paris

Comme chaque printemps, l'association des Amis de la Fondation de la Résistance a été fidèle à la mémoire des étudiants tués par les nazis (photo 1). Le mardi 12 avril, dans les jardins du Luxembourg, cet hommage s'est déroulé en présence de Gérard Larcher, président du Sénat, de Christophe Kerrero, recteur de l'Académie de Paris et chancelier des universités, du général Maury, directeur général adjoint de l'ONACVIG, de nombreuses personnalités du monde associatif issu de la Résistance et de la Déportation et d'un très large public.

Quatre établissements scolaires parisiens ont contribué à la réussite de cette cérémonie : les collèges Antoine Coysevox, Gabriel Fauré, Saint-Exupéry ainsi que le lycée Voltaire.

La cérémonie a débuté par un dépôt de gerbes au pied de la statue de Georges Wadkin, encadrée par des élèves portant des drapeaux d'associations de résistants dissoutes remis à la Fondation de la Résistance (photo 2). Étaient ainsi symboliquement représentés les drapeaux de l'Association nationale des résistants de 1940, de l'Amicale du réseau Alliance, de la Confédération nationale des Combattants Volontaires de la Résistance (CNCVR) et de Turma-Vengeance.

Les élèves ont ensuite rendu hommage à la jeunesse résistante en récitant les poèmes de Jean Cassou, « À mes camarades de combat », de Jean Tardieu, « Oradour », de Marianne Cohn, « Je trahirai demain », de Paul Éluard, « Couvre-feu » et de Pierre Seghers, « Octobre ». Encadrés par leurs professeurs, ils ont également remarquablement interprété le *Chant des partisans*, le *Chant des marais* et la *Marseillaise*.



Photo P. Quillivic - Loctudy



Photo Laure Couzy

Anne-Clélia Salomon Monge a, quant à elle, évoqué la mémoire de son oncle François Bayet par la lecture d'extraits d'archives familiales et un très beau texte de sa composition. Lycéen et résistant parisien, François Bayet rejoignit le corps franc Liberté en Sologne avant d'être capturé et déporté en Allemagne où il décéda.

Concluant ce bel après-midi, le président Gérard Larcher a eu une pensée particulière pour les élèves du lycée français de Kiev « partis au combat tout simplement pour résister, pour refuser l'abaissement de leur patrie » et leur a dédié cette cérémonie.

### Un hommage à des résistants finistériens

À Loctudy, la cérémonie du 8 mai dernier commémorant la victoire sur l'Allemagne nazie avait une dimension toute particulière en raison de l'hommage qui a été rendu à Estelle et Noël Arhan, résistants de la première heure dont une place de la ville porte désormais les noms (photo 3).

Durant les jours précédents, François Fouré, délégué de MER pour le Finistère et Yves Blanchard,

historien local, avaient présenté aux élèves de CM1 et CM2 de l'école Jules Ferry l'histoire des Arhan tout en les invitant à participer à la cérémonie. Sandra Desnos, directrice de l'école, les avaient préparés à cet événement afin qu'ils y prennent la parole.

### Remise des prix du CNRD dans le Morbihan

La cérémonie de remise des prix aux lauréats départementaux du Concours national de la Résistance et de la Déportation s'est tenue le mercredi 11 mai 2022, à Vannes, dans la préfecture du Morbihan. Devant de nombreuses personnalités civiles et militaires, dont Claire Lécuyer, présidente du comité de liaison départemental du concours, le préfet Joël Mathurin a souligné la forte mobilisation des enseignants et des élèves du Morbihan. À cette occasion, Patricia Arzel-Mazet, déléguée de MER pour le Morbihan, a remis un prix à plusieurs élèves du lycée Saint Louis-Sainte Anne de Sainte-Anne d'Auray (photo 4).

Maurice Bleicher

Notre association a tenu son conseil d'administration le 9 mai. Le président Jean Novosseloff a souhaité démissionner de ses fonctions. Tous les participants l'ont chaleureusement remercié pour le dévouement et le travail accompli pendant vingt ans à la tête de l'association. Le conseil d'administration a décidé de le nommer président d'honneur.

Le conseil d'administration a nommé François-Xavier Mattéoli président et Maurice Bleicher, vice-président. Avec Thierry Jallerat, trésorier, ils forment le bureau de l'association.

Nous avons « réactivé » la page Facebook des Amis de la Fondation de la Résistance. Vous y retrouverez les activités de notre association, des informations sur la Résistance... N'hésitez pas à la consulter et à la « liker » !

### Adhésion :

Cotisation minimum 30 €  
Association des Amis de la Fondation de la Résistance – Mémoire et Espoirs de la Résistance  
Place Marie-Madeleine Fourcade,  
16-18 place Duplex – 75015 Paris  
Courriel : memoresist@m-e-r.org  
site internet : www.memoresist.org  
Page Facebook :  
www.facebook.com/ Memoresistance  
Tél. : 01 45 66 92 32

## Un bilan très positif salue le départ du préfet Victor Convert

Après 19 ans passés à la Fondation de la Résistance en tant que directeur général, le préfet Victor Convert a souhaité prendre sa retraite. À cette occasion, nous retraçons les grandes lignes de son mandat marqué par la naissance et le développement de nombreuses actions et missions.

Né en 1941, originaire de l'Ain, Victor Convert s'oriente très jeune vers le service de l'État. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Lyon, ancien élève de l'École nationale d'administration en 1969, il suit une carrière très diversifiée dans la haute fonction publique. De 1988 à 1998, elle sera marquée par quatre postes de préfet, successivement dans le Tarn-et-Garonne, l'Aude, le Cher et la Manche. De 1998 à 2003, le préfet Victor Convert préside le conseil d'administration de l'Institut national d'études de la Sécurité civile (INESC).

### Un goût marqué pour l'Histoire

Mis à disposition par le ministère de l'Intérieur, on doit sa venue à la Fondation de la Résistance à sa passion pour l'Histoire. Il confiera ainsi que s'il avait dû suivre une autre voie professionnelle, il aurait été historien pour s'adonner aussi bien à la recherche qu'à l'enseignement. C'est donc sans hésiter, qu'en avril 2003, il accepte le poste de directeur général d'une institution dédiée à l'Histoire et à la Mémoire de la Résistance en même temps que tournée vers les nouvelles générations.

Sous l'autorité du conseil d'administration et du bureau et avec la collaboration du comité historique et pédagogique il œuvre pour renforcer l'image et l'audience de la Fondation de la Résistance auprès de la puissance publique mais aussi plus généralement auprès du grand public.

C'est aussi sous son mandat que vont voir le jour ou se développer plusieurs missions ou actions. La lecture des rapports d'activité publiés à partir de 2004 permet d'en mesurer la diversité.

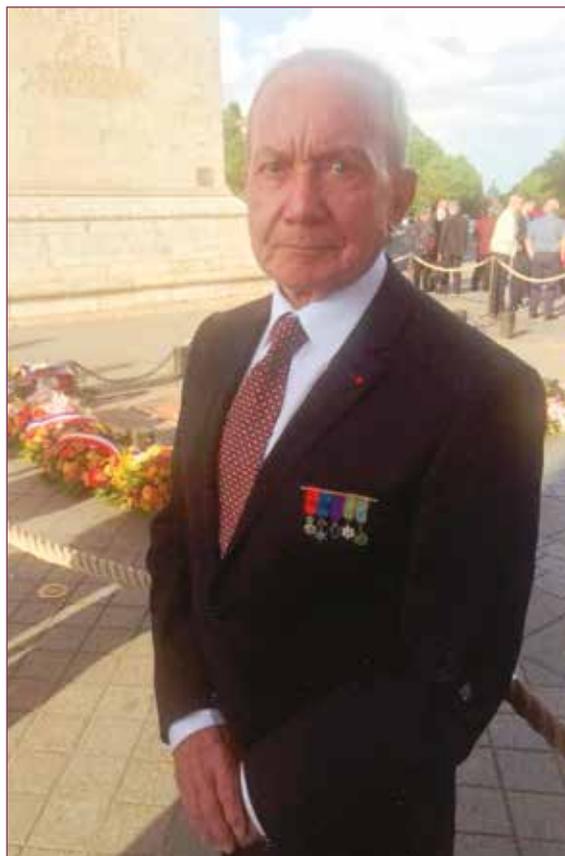
### Le développement de nouvelles actions et le renforcement de l'image de la Fondation

En 2004, soit neuf ans avant que cette date ne soit choisie comme Journée nationale de la Résistance, il fait en sorte que la Fondation commémore le 27 mai 1943, date de la première réunion constitutive du Conseil national de la Résistance en présidant le ravivage de la Flamme sous l'Arc de Triomphe.

En 2005, lors de la sortie du *Dictionnaire historique de la Résistance* chez Robert Laffont, il met tout en œuvre pour que les historiens, dont beaucoup appartiennent au comité historique et

pédagogique de la Fondation, puissent travailler à cet ouvrage collectif majeur de manière totalement autonome.

Toujours en 2005, il joue un rôle actif dans l'intégration à la Fondation de la Confédération nationale des Combattants Volontaires de la Résistance (CNCVR), association à l'origine de la naissance du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD).



Fidèle à cet héritage moral, il s'assurera que la Fondation contribue à la promotion de ce concours, à la confluence de l'histoire et du civisme, par l'édition d'une brochure pédagogique largement diffusée à tous les établissements scolaires sous format papier mais aussi numérique. L'intégration de la CNCVR aura comme conséquence la création du Comité d'animation et de suivi (CAS) qui a permis aux associations membres de faire des propositions sur les orientations de la Fondation. Chaque année, une des deux réunions du CAS se déroulait en province lors des Journées annuelles de la Fondation de la Résistance. De 2007 à 2012, la Fondation a pu organiser ces journées

dans des hauts lieux de la Résistance comme à Saint Marcel (Morbihan), à Caen (Calvados), à Bourg-en-Bresse (Ain), à Carcassonne (Aude), à Nevers (Nièvre) ou encore à Lille (Nord).

En janvier 2012, il gère l'intégration de l'Association pour des Études sur la Résistance Intérieure (AERI) à la Fondation de la Résistance. C'est à cette occasion qu'il crée les trois départements qui structurent désormais la Fondation : le département recherche et pédagogie, le département documentation et publications et le département AERI. En 2011, il permet que la remise des prix aux lauréats nationaux du CNRD ait lieu au palais de l'Élysée à l'occasion du cinquantième de ce concours scolaire. En 2013, il initie l'organisation des 20 ans de la Fondation.

Bien sûr, il poursuit également la tâche de ses prédécesseurs.

Il veille à la mise à disposition du grand public d'une documentation sur l'Histoire de la Résistance grâce à nos sites Internet, dont le musée de la Résistance en ligne, à nos publications et à notre centre de documentation.

Il permet l'amplification de la campagne de sauvetage des archives de la Résistance et de la Déportation détenues en mains privées. Ainsi, la généralisation des réunions de sensibilisation dans les départements – au total plus de 65 auront lieu bénéficiant d'une bonne couverture médiatique – mais aussi la réalisation d'une exposition sur panneaux permettent de toucher un large public. Le fruit de tous ces efforts se traduit par une collecte d'archives conséquente tant au niveau départemental que national.

Par ailleurs, il soutient l'action du département recherche et pédagogie lors de la tenue de ses colloques notamment en 2009 avec « Faire l'histoire de la Résistance » à Lyon. Il suit également la réalisation de l'exposition « Les cheminots dans la Résistance » en partenariat avec la SNCF.

Durant ses 19 années à la Fondation de la Résistance, outre ses qualités de gestionnaire et d'animateur d'hommes faisant confiance à ses collaborateurs, nous avons apprécié en lui sa grande compétence, mais surtout son humanisme inspiré de la vie et de l'œuvre du grand soldat, moraliste et honnête homme du XVIII<sup>e</sup> siècle, Charles de Saint-Évremond. ●

Frantz Malassis

**Erratum** – Monsieur Hervé de Villeroché avait permis d'illustrer par un document de sa collection personnelle, un exemplaire de *Soldat im Western* du mois de mars 1942, l'article de Cécile Denis « Des résistants allemands et autrichiens en France : l'histoire du Travail Allemand (1941-1943) » publié dans notre dernier dossier thématique « Les étrangers dans la Résistance ». Malheureusement une erreur technique n'avait pas rappelé dans le crédit de ce document l'origine de cette publication clandestine du Travail Allemand. Nous tenons ici à remercier ce collectionneur pour sa contribution à notre revue.